

« Nous tenons à notre identité nationale et chrétienne »

Le premier ministre hongrois Viktor Orbán a accordé un entretien aux journaux du groupe Lena dont fait partie « Le Soir »

► Viktor Orbán revient

sur sa politique migratoire et ses différends avec Bruxelles.

► Sur ses liens avec Poutine, il considère que l'UE ne comprend pas la Russie.



LENA LEADING — EUROPEAN NEWSPAPER — ALLIANCE

ENTRETIEN

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán poursuit sa diatribe contre les institutions et les valeurs de l'Union européenne.

Vous entretenez des relations tendues avec l'UE. Vous pestez souvent à propos de « Bruxelles ». Mais la Hongrie ne fait-elle pas partie de l'UE et par conséquent également de « Bruxelles » ?

C'est vrai. Cela peut sembler contradictoire. Mais l'Europe ne se limite pas à Bruxelles : c'est aussi Berlin, Budapest, Varsovie ou encore Paris. Je ne peste pas contre Bruxelles, mais contre les politiciens et bureaucrates qui s'y trouvent. Ils se comportent comme s'ils étaient le centre d'un empire. Or, nous appelons au contraire de nos vœux une UE disposant d'un Parlement aux pouvoirs limités, d'une Commission qui veillerait sur les traités plutôt que de faire sa propre politique, et d'un Conseil des chefs d'Etat fort.

La crise des réfugiés a-t-elle éprouvé la solidarité des Européens jusqu'à la faire disparaître ou a-t-elle simplement prouvé qu'elle n'avait jamais existé ?

La Hongrie est plus sensible que l'Allemagne aux questions portant sur la migration pour des raisons purement géographiques. Nous nous trouvons à la périphérie de l'Europe et vivons dans une zone dangereuse. Lorsque des populations affluent, les signaux d'alarme se déclenchent chez nous. Nous, Hongrois,

sommes solidaires, ce qui nous vaut toutes les critiques. Nous nous trouvons avec des soldats aux portes de l'UE. Jusqu'à présent, cela nous a déjà coûté un milliard d'euros. Mais que font Bruxelles et Berlin ? Ils nous ignorent et nous insultent.

L'UE se lance dans une nouvelle tentative de répartition des réfugiés entre les différents États membres de l'UE. Par le passé, la Hongrie s'y est refusée, voire a protesté. A quel niveau vous engageriez-vous dans cette démarche ?

Nous ne nous laisserons pas dicter par Bruxelles qui nous devons accueillir dans notre pays. Seule la Hongrie peut décider de qui peut séjourner sur son sol. Si ce principe est respecté, nous partici-

perons volontiers à un système de gestion des réfugiés.

Vous mettez l'accent sur la tradition chrétienne de la Hongrie. Le Pape François a récemment appelé les Européens à faire davantage pour les réfugiés, citant à ce sujet le 3^e Livre de Moïse 19, 34 : « L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote ». Le Pape a-t-il raison ?

Je suis entièrement d'accord avec le Pape : par charité chrétienne, l'UE se

doit de porter secours aux réfugiés. La question n'est cependant pas de savoir si nous devons les aider ou non, mais de trouver la manière dont nous pouvons le faire. Les Syriens menacés de mort ont le droit de fuir pour sauver leur vie et de trouver refuge dans le premier pays sûr qu'ils trouvent sur leur chemin. La Turquie, la Grèce, la Macédoine et la Serbie font partie de ces pays. Nous les avons cependant laissés envahir l'Europe et avons pour

ce faire abrogé toutes les lois. Mais l'amour chrétien n'est pas indivisible. En premier lieu, il s'agit d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de la famille, de la communauté, de la nation, puis du continent et du monde. Comment pourrait-on aider la planète en se retournant contre son propre peuple ? En outre, les

réfugiés ne viennent plus de pays en guerre désormais. Nous avons affaire à des réfugiés économiques qui espèrent uniquement vivre mieux dans nos contrées qu'en Afrique ou en Asie. C'est précisément la raison pour laquelle nous pensons que nous devrions en premier lieu apporter notre aide sur place, plutôt que de laisser les migrants venir en Europe.

Nous sommes confrontés à une scission entre les Européens de l'Est et de l'Ouest en ce qui concerne la démocratie libérale ou l'Etat de droit. Qui tourne le dos à qui ?

Il s'agit d'un malentendu réciproque. Nous ne parlons pas la même langue. Traditionnellement, les Hongrois uti-

lisent un langage direct. À l'Ouest, il en est tout autrement. À l'Ouest, on pense « post-national ». « post-chrétien », mais on dit « libéral » ou « Etat de droit ». Nous ne voulons pas de cela. Nous tenons à notre identité nationale et chrétienne.

Entre-temps, les Polonais en sont arrivés à nourrir autant de colère à l'encontre de Bruxelles que les Hongrois avant eux. Que conseillez-vous au gouvernement de Varsovie ?

De faire preuve de persévérance et de patience.

Dans le conflit qui vous oppose à l'UE, avez-vous trouvé un allié en Vladimir Poutine qui reproche à l'Occident sa

décadence et sa faiblesse ?

En Europe, il est très dangereux de lâcher ne serait-ce que quelques mots positifs à propos de Poutine qui est souvent dépeint comme le diable incarné. (...) Poutine est à la tête d'un empire aussi vaste qu'ancien. Par le passé, la Russie nous a souvent fait souffrir, nous, Hongrois, et j'ai dû parfois discuter âprement avec Poutine. Pour autant, force est de constater que Poutine a su redynamiser son pays et que la Russie est de nouveau un acteur incontournable sur la scène politique mondiale. En Occident, la priorité est donnée à la liberté. En Russie, il s'agit avant tout de préserver l'intégrité de cet immense empire. Le reste passe après. Cependant, l'UE ne comprend pas la Russie.

Quel point n'est pas clair pour l'UE ?

L'UE ne comprend pas qu'il faut à la fois faire preuve de force et de volonté de coopérer vis-à-vis de la Russie. La politique européenne concernant la Russie est mauvaise car beaucoup trop unilatérale. (...)

Êtes-vous par conséquent prêt à accepter les annexions en Ukraine dans le seul but de maintenir de bonnes relations avec la Russie ?

Bien sûr que non. L'Ukraine est notre voisin et par ailleurs un pays important. Les Russes doivent respecter le droit international. C'est la raison pour laquelle nous soutenons la Chancelière Merkel dans le processus de Minsk, par le biais duquel elle s'efforce de résoudre le

conflit autour de l'Ukraine orientale. Nous devons en outre aider l'Ukraine à devenir un pays occidental. Elle ne doit plus être une zone tampon entre la Russie et l'Europe.

L'heure est aussi aux élections en Hongrie. Vous avez adopté une loi sur le modèle russe, en vertu de laquelle les organisations non gouvernementales (ONG) doivent s'enregistrer. Quel impact redoutez-vous ?

La loi hongroise s'inspire en fait davantage du modèle américain. Je ne vois rien de scandaleux à ce que les organisations qui reçoivent de l'argent de l'étranger doivent s'enregistrer. Si elles acceptent cet argent sans honte, elles ne devraient avoir aucune difficulté non plus à l'admettre ! Les fondations allemandes présentes en Hongrie n'ont d'ailleurs aucun problème avec cela. Seules les organisations appartenant au réseau de George Soros se plaignent de l'obligation pour les ONG de s'enregistrer. Elles sont à présent contraintes de divulguer ce qu'elles avaient toujours préféré cacher jusqu'à présent : le fait que George Soros les finance. J'ai bien conscience qu'une telle étiquette est un handicap en Hongrie.

Votre gouvernement mène une véritable

campagne à l'encontre de George Soros, investisseur américain d'origine hongroise. Que lui vaut votre animosité ?

Ce qui est merveilleux avec les démocraties libérales, c'est que vous n'êtes obligé d'aimer personne et que vous avez même le droit de le dire. Le conflit entre le gouvernement hongrois et Soros est né du moment où son réseau a commencé à promouvoir activement la migration en Hongrie. Ils veulent abattre la barrière frontalière et changer la politique du pays en matière d'immigration. Il s'agit là d'une ingérence que nous ne pouvons tolérer. Les Hongrois ont le droit de savoir ce que cachent les initiatives de Soros.

Les débats qui agitent la Hongrie à propos de Soros, d'origine juive, sont teintés d'antisémitisme. Pourquoi ne mettez-vous pas fin à ces propos de haine ?

C'est un mensonge. C'est devenu une tactique politique pour les forces de gauche en Europe, de diffamer les politiciens de droite en les taxant d'antisémitisme. Comment apporter la preuve du contraire ?

En ne tolérant pas par exemple les mani-

festations antisémites, même au sein de votre parti ?

En Hongrie, nous appliquons une politique de tolérance zéro en matière d'antisémitisme. Lan dernier, pour la première fois depuis des décennies, un Premier ministre israélien est venu en visite officielle en Hongrie. Les critiques à l'encontre du gouvernement hongrois sont totalement infondées. Les Juifs peuvent se promener pendant des heures à Budapest en portant la kippa sans être importunés. Où est-ce encore possible ailleurs en Europe ?

Les médias d'opposition hongrois se plaignent d'être de moins en moins libres d'émettre des critiques et de s'opposer au gouvernement.

En Hongrie, rien ne vient enfreindre le travail des journalistes d'opposition. Les médias qui s'expriment contre le gouvernement sont au moins aussi nombreux que ceux qui le soutiennent. Pour moi, le problème est ailleurs : en Hongrie, l'opposition est faible, ce qui frustre les journalistes de gauche.

La Hongrie a besoin d'argent pour développer son infrastructure et moderniser le marché du travail. Lorgnez-vous os-

tensiblement en direction des investisseurs venus de Chine afin de mettre l'UE sous pression ?

Le marché et les investisseurs chinois représentent une véritable opportunité pour la Hongrie. Les Chinois ont tout simplement perçu l'énorme potentiel économique de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. On y trouve de nombreux projets qu'il ne reste plus qu'à financer, les institutions européennes n'ayant pas souhaité y contribuer. Outre les conditions incomparables qu'ils proposent, les Chinois s'illustrent également par la grande facilité avec laquelle ils collaborent. Il est aussi dans l'intérêt de l'Europe que la Hongrie se développe économiquement. Nombreux sont ceux qui continuent de sourire quand je dis que l'Allemagne et les pays du groupe Visegrád constituent les grands axes économiques de l'Europe. Mais à partir de 2030, l'Allemagne et nous financerons ensemble le budget de l'UE. ■

Propos recueillis par
SILKE MÜLHERR

ET DANIEL STURM (WELT AM SONNTAG)

COMMENTAIRE

JUREK KUCZKIEWICZ

ORBAN, L'ALTERNATIVE À L'EUROPE LIBÉRALE

Viktor Orban, qui a été formé dans sa jeunesse aux idéaux libéraux - notamment grâce aux moyens et structures créés par le financier américano-hongrois George Soros dont il combat maintenant l'action philanthropique - vaut d'être lu et écouté attentivement. Bien sûr, il faut guetter comment ses arguments passent souvent sous silence les faits gênants.

Comme celui, repris par ses collègues nationaux-populistes polonais, qui prône l'aide au développement au détriment de la politique d'accueil migratoire, au prétexte que c'est sur place qu'il faut aider les populations cherchant à fuir la misère économique. C'est feindre ignorer que les pays occidentaux y consacrent déjà des montants importants (loin des besoins toutefois), sans en tirer prétexte pour ne pas assumer leurs responsabilités et leur solidarité en termes d'accueil de réfugiés et de migration légale.

Mais le Premier ministre hongrois, l'un des dirigeants les plus intelligents et habiles de l'UE, est l'un des rares, sinon le seul, à développer clairement, sans complexe et dans un système charpenté, une vision alternative à notre démocratie

libérale. Dans ce système, l'Etat de droit - censé protéger équitablement tous les citoyens, même appartenant à des minorités - est un obstacle à l'Europe des nations et de la chrétienté. L'aide aux réfugiés est bien un devoir « chrétien » : mais comme il faut d'abord aider « la famille, puis les amis, puis les voisins, etc. », il se trouvera toujours quelqu'un à secourir avant de secourir l'étranger. Lequel étranger fera bien de le rester et de s'auto-signaler (Soros), ce qui permet au passage à ce modèle « national-chrétien » d'entretenir l'indispensable : l'existence d'un autre et d'un ennemi (« Bruxelles ») qui justifieront toujours les appels à l'unité inconditionnelle, et à la réduction de toute opposition.

C'est dur. Mais au moins, c'est clair.